



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

IRSN

INSTITUT DE RADIOPROTECTION
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Accord-cadre relatif à la maintenance préventive et curative des
sondes anoxie sur les sites du Vésinet, d'Orsay (lot 1) et de
Cadarache (lot 2)

Mode de passation du marché public	Appel d'offres ouvert
Homogénéité des besoins	Fournitures et/ou services homogènes parce qu'ils constituent une unité fonctionnelle
Code CPV	50410000

NOM ET ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

IRSN (Siège social)
31, avenue de la Division Leclerc
BP 17
92262 Fontenay-aux-Roses Cedex
Tél. : 01 58 35 88 88

MEMBRE DE
ETSON

Interlocuteurs IRSN



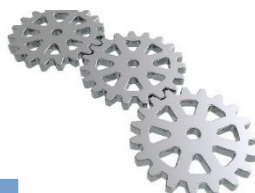
Affaire suivie administrativement
par :

Sylvie BORRELY

IRSN/SG/SAC/CCA

Téléphone : 04 42 19 94 27

Email : sylvie.borrely@irsn.fr

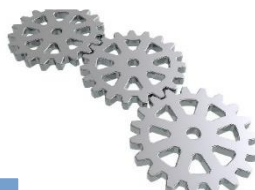


Affaire suivie techniquement pour
la zone Nord (Orsay/Vésinet) par :
Evelyne BARKER

IRSN/PSE/ENV/SAME

Téléphone : 01.30.15.52.20

Email : evelyne.barker@irsn.fr



Affaire suivie techniquement pour
la zone sud (Cadarache) par :
Olivier SIBON

IRSN/PPT/SESA-CAD

Téléphone : 04.42.19.93.15

Email : olivier.sibon@irsn.fr

Table des matières

ARTICLE 1 - PREAMBULE.....	5
ARTICLE 2 - Définition des termes du présent document	6
ARTICLE 3 - Caractéristiques principales du marché public	7
3.1 - Objet du marché.....	7
3.2 - Type de marché	7
3.3 - Définition des prestations du marché	7
3.4 - Décomposition en tranches.....	7
ARTICLE 4 - Pièces constitutives du marché	8
ARTICLE 5 - Durée	9
5.1 - Durée	9
5.2 - Reconduction.....	Erreur ! Signet non défini.
5.3 - Délais d'exécution	9
ARTICLE 6 - Règlementation des prix.....	10
6.1 - Forme de prix	10
6.2 - Détermination du prix (de règlement)	10
6.3 - Contenu des prix.....	10
6.4 - Type de prix	10
6.5 - Clause butoir.....	11
6.6 - Clause de prix promotionnels.....	11
ARTICLE 7 - Modalités de règlement	11
7.1 - Financement du marché.....	11
7.2 - Avances.....	11
7.3 - Echancier de paiement	12
7.4 - Présentation des demandes de paiement.....	12
7.5 - Cession de créance	12
7.6 - Délai de paiement	12
7.6.1 - Point de départ du délai global de paiement	12
7.6.2 - Retard de paiement et intérêts moratoires	12
ARTICLE 8 - Organisation de l'achat	14
8.1 - Marchés similaires	14
8.2 - Emploi de travailleurs handicapés.....	14
ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE.....	14
9.1 - Obligations générales	14
9.1.1 - Obligations de résultats.....	14
9.1.2 - Obligation d'information du Titulaire.....	14

9.1.3 - Obligation de continuité des prestations	14
9.1.4 - Obligation de confidentialité	14
9.2 - Obligations particulières.....	15
9.3 - Lieu(x) d'exécution	15
9.4 - Remise des documents et livrables	16
9.5 - Mise en œuvre des bons de commandes (aussi appelés ordre de services)	16
9.5.1 - Emission et notification du bon de commande.....	16
9.6 - Opérations de vérification et garantie	16
9.6.1 - Nature des opérations	16
9.6.2 - Frais de vérification	16
9.6.3 - Déroulement des opérations de vérification.....	17
9.7 - Décisions après vérification.....	17
9.7.1 - Vérifications quantitatives.....	17
9.7.2 - Vérifications qualitatives	17
9.7.3 - Admission, ajournement, réfaction et rejet	17
9.8 - Transfert de propriété	18
9.9 - Maintenance des prestations.....	19
9.10 - Garantie	19
9.11 - Interlocuteurs	20
9.12 - Possibilités de recourir à un autre opérateur économique que le Titulaire du marché	20
9.12.1 - En cas de défaillance du Titulaire	20
9.12.2 - Dérogations au principe d'exclusivité.....	20
ARTICLE 10 - Assurance de la qualité	21
ARTICLE 11 - Clauses relatives au développement durable	22
11.1 - Clause environnementale.....	22
11.2 - Clause relative à l'insertion sociale	22
ARTICLE 12 - Protection des données à caractère personnel.....	22
ARTICLE 13 - Pièces et attestations à fournir	22
ARTICLE 14 - Propriété intellectuelle.....	23
14.1 - Définition des termes propres à la propriété intellectuelle.....	Erreur ! Signet non défini.
14.2 - Régime de propriété intellectuelle.....	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 15 - Modifications du marché public.....	23
15.1 - Clauses de réexamen.....	23
15.2 - Changement lié au statut du Titulaire.....	23
15.3 - Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution.....	23
ARTICLE 16 - Assurances.....	24
ARTICLE 17 - Nantissement	25

ARTICLE 18 - Retenue de garantie	26
ARTICLE 19 - Pénalités	27
19.1 - Détermination des pénalités	27
19.1.1 - Pénalités prix promotionnels.....	27
19.1.2 - Pénalités pour non remise du contrat de sous-traitance	27
19.1.3 - Pénalités pour tout retard constaté	27
19.2 - Cumul des pénalités	27
19.3 - Plafonnement des pénalités.....	27
19.4 - Plancher des pénalités.....	27
19.5 - Facturation des pénalités	27
19.6 - Caractères des pénalités	27
ARTICLE 20 - Prime d'avance	28
ARTICLE 21 - Résiliations.....	29
21.1 - Généralités	29
21.2 - Résiliations en cas d'événements extérieurs au marché	29
21.3 - Résiliations en cas d'événements liés au marché	29
ARTICLE 22 - Règlement des différends	29
ARTICLE 23 - Liste récapitulative des dérogations au CCAG-FCS.....	30
Annexe n°1 : Modèle de bon de commande (aussi appelé ordre de service).....	31
Annexe n°2 : Description du traitement des données à caractère personnel	Erreur ! Signet non défini.
Annexe n°3 : Accès, coordonnées et modalités de livraison sur les différents sites de l'IRSN	32

ARTICLE 1 - PREAMBULE

Le présent marché relève du chapitre 1er « Marchés » (article L1111-1 à L1111-5) du Code de la commande publique.

ARTICLE 2 - DEFINITION DES TERMES DU PRESENT DOCUMENT

Au sens du présent document :

Le « **pouvoir adjudicateur** » est la personne qui conclut le marché avec le titulaire. Il est ci-après dénommé Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire ou IRSN

Le « **titulaire** » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

La « **notification** » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception ;

Les « **prestations** » désignent les fournitures courantes ou les services objet du marché.

L'« **ordre de service** », au sens du CCAG : est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché. Le bon de commande est ainsi un ordre de service mais un ordre de service n'est pas forcément un bon de commande (ex : ordre de service de démarrage).

Ordre de service valant bon de commande : les contraintes techniques liées à notre système informatique et à aux dénominations intitulent des bons de commande « ordre de service » mais correspondent bien à des bons de commande.

L'« **admission** » est la décision, prise après vérifications, par laquelle le pouvoir adjudicateur reconnaît la conformité, sans réserves, des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission vaut constatation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie.

Les « **réserves** » sont l'ensemble des constatations de non-conformité aux stipulations du marché, faites lors des vérifications préalables à l'admission, qui sont portées à la connaissance du titulaire et qui font obstacle au prononcé de la décision d'admission par le pouvoir adjudicateur. En cas de réserves, la décision d'admission est ajournée ou prononcée avec une réfaction du prix.

L'« **ajournement** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections opérées par le titulaire (réserves).

La « **réfaction** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.

Le « **rejet** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations ne peuvent être admises, même après ajournement ou avec réfaction.

Le « **cahier des charges** » est le document contenant l'ensemble des prescriptions techniques s'imposant au Titulaire du marché. Il peut également être dénommé « CCTP ».

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ PUBLIC

3.1 - Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet la maintenance préventive et curative des sondes anoxie sur les sites du Vésinet, d'Orsay (lot 1) et de Cadarache (lot 2).

3.2 - Type de marché

Le présent marché constitue un accord-cadre composite comprenant une partie marché ordinaire et une partie accord-cadre à bons de commande, en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-4 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2123-14 du code de la commande publique.

3.3 - Définition des prestations du marché

Les prestations prévues au sein du présent accord-cadre sont les suivantes :

LOT 1 LE VESINET ORSAY

- Partie forfaitaire : Maintenance préventive
- Partie à bons de commande : maintenance curative et remplacement des sondes obsolètes

NOTA : toute fourniture de nouvelle tête de sonde devra être neuve et inclure une durée de vie minimale de 24 mois et de garantie de 18 mois.

LOT 2 CADARACHE

- Partie forfaitaire : Maintenance préventive
- Partie à bons de commande : maintenance curative et remplacement des sondes obsolètes

NOTA : toute fourniture de nouvelle tête de sonde devra être neuve et inclure une durée de vie minimale de 24 mois et de garantie de 18 mois.

Le détail technique des prestations attendues est précisé au sein du cahier des charges de chaque lot :

LOT 1 Cahier des charges Maintenance détection anoxie SAMEV2 Réf. 2024/00033

LOT2 Cahier des charges PPT/SESA-CAD Maintenance sondes gaz

3.4 - Décomposition en tranches

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces du marché sont les documents énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent par ordre de priorité décroissante suivant :

- **1. Acte d'engagement (AE) et ses annexes :**
 - Annexe n°1 : Annexe financière (AF) LOT 1 DA 3-82007 et LOT 2 DA 3-82250
 - Annexe n°2 : Acte de mise au point du marché, le cas échéant
- **2. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :**
 - Annexe n°1 : Modèle de bon de commande ou d'ordre de service
 - Annexe n°2 : Accès et coordonnées des différents sites de l'IRSN
 - Annexe n°3 : Questions – réponses lors de la procédure
- **3. Le Cahier des charges de chaque lot et leurs annexes ou tout autre document qui en tient lieu**
- **4. Règlements applicables aux sites de l'IRSN**
- **5. Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services ([CCAG-FCS](#)), approuvé par arrêté du 30 mars 2021**
- **6. Le cahier des dispositions générales de l'IRSN**
- **7. L'offre technique du Titulaire ou tout autre document qui en tient lieu**
- **8. L'acte de sous-traitance**

ARTICLE 5 - DUREE

5.1 - Durée

Le marché est conclu à compter de sa date de notification et prendra fin à l'achèvement des prestations objets du présent marché.

Son début d'exécution est fixé à sa date de notification. La date prévisionnelle de notification du marché est prévue à compter du 1^{er} janvier 2025.

Le marché a une durée ferme de vingt-quatre (24) mois à compter de la date de début d'exécution mentionnée ci-dessus.

Le marché **est reconductible de manière tacite.**

Il est reconductible deux (2) fois pour une durée de douze (12) mois pour chaque période de reconduction.

La décision de non reconduction est prise au plus tard trente (30) jours avant la fin de la période considérée.

La durée maximale du marché, période de reconduction comprise, est limitée à quarante-huit (48) mois.

Toutefois, les bons de commandes (aussi appelés ordre de services) notifiés avant la date d'échéance de l'accord-cadre demeurent exécutables. Leur durée d'exécution ne pourra dépasser six (6) mois après la date d'échéance de l'accord-cadre et dans les conditions fixées au présent CCAP, en fonction de la complexité de l'ensemble des prestations à réaliser ainsi que des contraintes de qualité imposées par l'IRSN.

5.2 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution seront précisés dans l'offre du Titulaire ou dans le planning d'exécution.

Les délais d'exécution sont précisés dans le cahier des charges et dans les bons de commande. Si les délais d'exécution proposés dans l'offre du Titulaire sont plus performants que ceux du cahier des charges, alors ceux-ci s'appliqueront.

ARTICLE 6 - REGLEMENTATION DES PRIX

6.1 - Forme de prix

Les prestations relatives au présent marché sont à prix forfaitaires et unitaires dont la répartition est précisée au sein de l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu :

- **LOT 1 :**
 - **Montant minimum : 0 € HT**
 - **Montant maximum : 45 000 € HT**
- **LOT 2 :**
 - **Montant minimum : 0 € HT**
 - **Montant maximum : 340 000 € HT**

6.2 - Détermination du prix (de règlement)

Le présent marché est conclu à prix définitif.

6.3 - Contenu des prix

L'ensemble des prix est réputé complet : aucun frais auxiliaire ne sera pris en compte. Les frais non inclus au prix du marché doivent figurer dans l'annexe financière à l'acte d'engagement ou être prévu au sein du présent marché.

Le Titulaire détaillera dans son devis le détail des prix concernant la maintenance curative.

6.4 - Type de prix

Le présent marché s'exécute à prix révisable. La révision sera effectuée annuellement à chaque date anniversaire de sa date de notification.

La révision est régie par les dispositions suivantes :

La formule utilisée est la suivante :

$$(PO) \times (0,3+0,7 \times S1/S0) = P1$$

Avec :

- ✚ P1 : prix après révision ;
- ✚ P0 : prix initial ;
- ✚ S1 : dernier indice connu au moment de la demande de révision ;
- ✚ S0 : indice du mois de dépôt des offres ;

Indice(s) utilisé(s) :

L'indice utilisé est : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Électricité, gaz, vapeur, air conditionné (NAF rév. 2 section D) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001565186

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché (avenant) ne soit nécessaire.

Le prix révisé, arrondi au 1/1000^{ème}, sera ferme pour la nouvelle année d'exécution des prestations.

Modalités de révision des prix :

La révision est de droit et peut intervenir à la demande de l'IRSN ou du Titulaire. La révision ne peut entrer en vigueur qu'après accord écrit de l'IRSN.

Si aucune demande de révision n'a été reçue avant la date anniversaire prévue ci-dessus, les prix demeurent inchangés pour la nouvelle période. Toutefois, une demande de révision peut être formulée après cette date mais n'aura d'effet que pour l'avenir et non rétroactivement à compter de l'accord écrit de l'IRSN.

Actualisation des prix

Sans objet, compte tenu du fait que le marché prévoit la révision des prix.

6.5 - Clause butoir

Si l'augmentation de prix annuelle résultant de la révision est supérieure à 3,00%, l'IRSN se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité dans les conditions déterminées à l'article [« Résiliation »](#).

6.6 - Clause de prix promotionnels

Le Titulaire peut à tout moment appliquer une promotion sur ses prix et s'engage à en faire bénéficier l'IRSN en lui indiquant le prix promotionnel, la durée de validité de la promotion et la désignation précise des produits concernés.

Le nouveau prix sera annexé au marché sans qu'il soit nécessaire d'établir une modification de marché (avenant).

Les factures émises devront faire explicitement référence au prix promotionnel.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix contractualisés au marché entreront de nouveau en vigueur.

ARTICLE 7 - MODALITES DE REGLEMENT

7.1 - Financement du marché

Le financement des prestations exécutées au titre du présent marché s'effectue en totalité le budget de l'IRSN.

7.2 - Avances

Sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique, le Titulaire ne bénéficie pas de l'avance.

7.3 - Acomptes

Le présent marché donne droit au paiement d'acomptes dans les conditions prévues à l'article L2191-4 et R2191-20 à R2191-23 du Code de la commande publique.

7.4 - Echéancier de paiement

Les paiements sont réalisés en euros selon les règles de la comptabilité publique :

- annuellement terme à échoir pour la maintenance préventive,
- à terme échu, concernant chaque bon de commande (après réception des prestations par l'IRSN), par virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire.

7.5 - Présentation des demandes de paiement

Les factures sont obligatoirement à transmettre de manière dématérialisée. L'IRSN sera en droit de rejeter toute facture reçue par la poste ou par tout autre moyen que la solution Chorus Portail Pro (CPP).

CPP est accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour déclarer les factures en ligne :

Après s'être enregistré sur CPP, avec son numéro de SIRET, le Titulaire pourra déclarer les factures en identifiant le client IRSN par son SIRET (SIRET IRSN : 440 546 018 00027) et par le numéro d'engagement correspondant au numéro du marché IRSN qui sera communiqué au Titulaire sous le format suivant « **n° de contrat 50000XXX et/ou n° commande 3X00XXXX et/ou le numéro de l'ordre de service commençant par 34000XXXX** », en page de garde de l'acte d'engagement.

La demande de paiement comprend l'ensemble des éléments prévus à l'article 11.3 du CCAG-FCS en vigueur à la date de conclusion du marché.

Toute facture non conforme sera renvoyée à l'émetteur. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture dûment rectifiée et conforme.

7.6 - Cession de créance

En cas de cession de créance par le Titulaire, et par le biais d'un certificat de cessibilité, la cession ne sera opposable que si elle est notifiée à l'Agent Comptable (IRSN – Agence Comptable - BP N°17 - 92262 – Fontenay-aux-Roses Cedex). Aux termes de l'article 37 du décret N°2012-1246 du 7 novembre 2013 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, « toutes oppositions ou autres significations ayant pour objet d'empêcher un paiement doivent être faites entre les mains du comptable public assignataire de la dépense ».

7.7 - Délai de paiement

7.7.1 - Point de départ du délai global de paiement

Le délai maximal de paiement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'IRSN, dès lors que celle-ci répond aux stipulations du présent marché, ou à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

7.7.2 - Retard de paiement et intérêts moratoires

En application de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 et de ses décrets d'application, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de

paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés à l'article 1^{er} sur la base provisoire des sommes admises par l'IRSN. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au créancier, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence. Par ailleurs, dans pareil cas de figure, en application de la loi du 28 janvier 2013 et du décret du 29 mars 2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (montant fixé à 40€) sera due de plein droit et sans autre formalité (c'est-à-dire sans que le bénéficiaire soit tenu de la demander) à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 8 - ORGANISATION DE L'ACHAT

8.1 - Marchés similaires

L'IRSN se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet des prestations complémentaires exécutées par le Titulaire du marché au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

8.2 - Emploi de travailleurs handicapés

Le présent marché ne relève pas de la catégorie des marchés réservés aux opérateurs économiques employant des travailleurs handicapés et défavorisés mentionnés à l'article L. 5213-13 du Code du travail et aux établissements et services d'aide par le travail (ESAT) mentionné à l'article L. 344-2 du Code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes.

ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

9.1 - Obligations générales

9.1.1 - Obligations de résultats

Au titre du présent paragraphe, le Titulaire s'engage à affecter le personnel et le matériel nécessaires tant en nombre qu'en qualification pour effectuer les prestations qui lui seront confiées au titre du présent marché. Il doit s'assurer d'obtenir les niveaux de qualité requis et définis au cahier des charges.

Le Titulaire s'engage à donner aux représentants de l'IRSN dûment mandatés par celui-ci, toutes les facilités pour suivre sur place l'exécution des opérations.

9.1.2 - Obligation d'information du Titulaire

Le Titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandations vis-à-vis de l'IRSN. Le Titulaire reconnaît ainsi être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde de l'IRSN pour toute question touchant directement ou indirectement la réalisation des prestations.

9.1.3 - Obligation de continuité des prestations

En cas d'indisponibilité pour quelque raison que ce soit telle que maladie, démission, congés de l'un quelconque des membres du personnel du Titulaire affecté à l'exécution des prestations objet du marché, le Titulaire prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité des prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes.

9.1.4 - Obligation de confidentialité

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le Titulaire du marché est astreint à une obligation particulière de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'IRSN, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Sauf autorisation expresse de l'IRSN, il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux. Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du Titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

9.2 - Obligations particulières

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'IRSN la liste du personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché. Ce personnel doit être agréé par l'IRSN. La liste du personnel présenté pour l'agrément doit être établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'agents soit muni de cet agrément afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le cas échéant, l'IRSN pourra procéder auprès des personnels du Titulaire à une séance explicative des obligations de confidentialité associées au présent contrat et leur demander de signer à titre individuel un engagement de respect des dites obligations.

Le Titulaire s'engage à retirer sans délai tout agent qui n'a pas été agréé sans pour autant pouvoir s'en prévaloir pour justifier une quelconque défaillance dans l'exécution de ses prestations.

L'IRSN pourra s'opposer à l'affectation sur le site d'un ou plusieurs agents ainsi qu'à leur maintien en fonction sans que la responsabilité de l'IRSN puisse être engagée de ce fait.

9.3 - Lieu(x) d'exécution

Le marché s'exécute dans les lieux suivants dont les coordonnées et accès sont précisés en annexe au présent CCAP.

☒ Cadarache (13)

☒ Le Vésinet (78)

☒ Orsay (91)

Au titre de sa présence dans les locaux de l'IRSN, le personnel du Titulaire affecté aux prestations, objet du présent marché, sera tenu de respecter :

- l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires selon le code du travail fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.
- les règlements intérieurs en vigueur pour l'installation, et leur annexe, la « charte relative au bon usage des systèmes d'information de l'IRSN », qui en fait partie intégrante.

L'IRSN se réserve le droit de s'assurer à tout moment, du respect par le personnel du Titulaire, des lois et règlements en vigueur.

En cas de manquement à ces obligations, notification en sera faite par l'IRSN au responsable local du Titulaire qui devra prendre toute mesure pour faire cesser le trouble sans délai. L'IRSN pourra interdire l'accès des locaux au personnel défaillant. Toutefois, en cas d'urgence dûment justifiée ou dûment démontrée, cette exclusion pourra être immédiate.

Droit de contrôle de la réalisation des prestations

L'IRSN peut suivre sur place le déroulement des prestations sur leur lieu d'exécution avec un accès réservé aux seuls représentants de l'IRSN.

Les personnes qu'il désigne à cet effet ont libre accès aux seules zones concernées par l'exécution des prestations prévues par le marché, dans le respect des consignes de sécurité prévues pour le site. Elles sont tenues aux obligations de confidentialité prévues au sein du présent document.

L'IRSN peut exercer un droit de contrôle en cours d'exécution du marché. Si le Titulaire entrave l'exercice de ce droit de contrôle, il encourt les sanctions prévues à l'article Résiliation.

9.4 - **Remise des documents et livrables**

Au cours de l'exécution du marché, le Titulaire devra remettre les documents et livrables suivants aux dates/périodes correspondantes :

Pour le lot 1 Vésinet / Orsay il est demandé :

- Rapports d'intervention au format numérique (en langue française), livrable incluant l'information du nombre de cellules de détection et de batteries remplacées

Pour le lot 2 Cadarache il est demandé :

- Un plan général de maintenance
- Comptes-rendus d'opérations de maintenance ou rapport de contrôle périodique
- Notices du matériel ou des constituants du matériel

9.5 - **Mise en œuvre des bons de commandes (aussi appelés ordre de services)**

9.5.1 - **Emission et notification du bon de commande**

Les bons de commande sont notifiés par l'IRSN au Titulaire dans le cadre la maintenance curative, pouvant comporter le déplacement, le temps passé ainsi que le coût des consommables / matériels à remplacer.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de cinq (5) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations à l'IRSN.

9.6 - **Opérations de vérification et garantie**

9.6.1 - **Nature des opérations**

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du présent marché. Le Titulaire garantit que les prestations sont réalisées selon les usages de la profession pour les fournitures courantes ou services en cause.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par l'IRSN sur les prestations livrées au titre du marché.

9.6.2 - **Frais de vérification**

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge de l'IRSN pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché, doivent être exécutées dans les locaux de l'IRSN. Ils sont à la charge du Titulaire dans les autres cas.

Toutefois, lorsqu'une des parties a accepté de faire exécuter dans ses propres locaux des essais qui, conformément aux documents particuliers du marché, auraient dû être effectués dans ceux de l'autre partie, les frais correspondants sont à la charge de cette dernière.

Le Titulaire avise l'IRSN de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

L'IRSN avise le Titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.

L'absence du Titulaire dûment avisé, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

9.6.3 - Déroulement des opérations de vérification

L'IRSN effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Il peut notifier au Titulaire sur-le-champ sa décision.

Il doit le faire sans délai dans le cas de fournitures rapidement altérables. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Les opérations de vérification autres que celles qui sont mentionnées ci-dessus sont exécutées par l'IRSN, dans les conditions prévues ci-dessous.

Le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de quinze (15) jours. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

Pour les vérifications effectuées dans les locaux de l'IRSN ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date de la livraison ou de mise en service, le cas échéant, en ce lieu. Pour les vérifications qui, aux termes du marché, sont effectuées dans les locaux du Titulaire ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date à laquelle le Titulaire signale que, sous réserve des dispositions du 3 ci-dessous, la totalité des fournitures ou des services est prête à être vérifiée.

Dans le cas d'un marché comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

9.7 - Décisions après vérification

9.7.1 - Vérifications quantitatives

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, l'IRSN peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le Titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

9.7.2 - Vérifications qualitatives

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'IRSN prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues ci-dessous

9.7.3 - Admission, ajournement, réfaction et rejet

Admission :

L'IRSN prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au Titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison.

Ajournement :

L'IRSN, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le Titulaire à présenter à nouveau à l'IRSN les prestations mises au point, dans un délai de quinze (15) jours.

Le Titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du Titulaire ou du silence gardé par lui durant ce délai, l'IRSN a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux 3 et 4 du présent article, dans un délai de quinze (15) jours courant de la notification du refus du Titulaire ou de l'expiration du délai de dix (10) jours ci-dessus mentionné.

Par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS, le silence de l'IRSN au-delà de ce délai de quinze (15) jours vaut admission des prestations.

Si le Titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'IRSN dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le Titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux de l'IRSN, le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par l'IRSN, aux frais du Titulaire. Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux de l'IRSN présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du Titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Réfaction :

Lorsque l'IRSN estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au Titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

Rejet :

Lorsque l'IRSN estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée.

9.8 - Transfert de propriété

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

Si la remise des prestations à l'IRSN est postérieure à leur admission, le Titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

9.9 - **Maintenance des prestations**

La maintenance comprend les interventions demandées par l'IRSN, en cas de fonctionnement défectueux de l'un des éléments faisant l'objet du marché, ainsi que l'entretien préventif.

La maintenance porte également sur les modifications apportées au matériel à l'initiative du Titulaire. L'IRSN est préalablement avisé de ces modifications ; il peut s'y opposer, lorsqu'elles rendent nécessaires des changements dans ses processus de fonctionnement, à moins que le Titulaire n'assume les frais de ces changements.

L'IRSN s'interdit d'exécuter ou de faire exécuter, sans l'accord du Titulaire, toute opération de maintenance autre que celles dont l'exécution lui incombe conformément aux documents particuliers du marché.

Le Titulaire garantit que le matériel dont il assure la maintenance reste apte à remplir les fonctions définies dans les documents particuliers du marché.

La maintenance s'effectue dans les locaux de l'IRSN.

Les interventions s'effectuent à l'intérieur d'une plage horaire mentionnée dans les documents particuliers du marché et appelée période d'intervention. Le décompte du délai imparti au Titulaire pour répondre à une demande d'intervention ne court que pendant la période d'intervention définie dans les documents particuliers du marché.

La période d'intervention s'étend de huit heures à dix-huit heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

L'IRSN assure aux préposés du Titulaire chargés de la maintenance, et qu'il a agréés, l'accès de ses locaux dans les conditions prévues par ses règlements.

Il peut retirer son agrément par une décision motivée, dont il informe sans délai le Titulaire. Pendant leur séjour dans les locaux de l'IRSN, les préposés du Titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité, établies et communiquées au Titulaire par l'IRSN.

9.10 - **Garantie**

Toute fourniture de nouvelle tête de sonde devra être neuve et inclure une durée de vie minimale de 24 mois et de garantie de 18 mois

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le Titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'IRSN.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le Titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'IRSN un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai dont dispose le Titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, par décision du IRSN après consultation du Titulaire.

Pendant le délai de garantie, le Titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'IRSN. Il peut en demander le règlement s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le Titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Le présent marché ne présente pas de garanties particulières.

9.11 - **Interlocuteurs**

Les désignations des interlocuteurs et adresses des deux parties au présent marché sont précisées au sein de l'acte d'engagement du présent marché et du cahier des charges.

9.12 - **Possibilités de recourir à un autre opérateur économique que le Titulaire du marché**

9.12.1 - **En cas de défaillance du Titulaire**

En cas de manquement grave du Titulaire dans l'exécution du marché, l'IRSN se réserve la possibilité de réaliser un marché de substitution avec un autre opérateur économique aux frais et risques du Titulaire.

En cas de constat d'un tel manquement, l'IRSN mettra en demeure le Titulaire de se conformer à ses obligations contractuelles et, le cas échéant, de sa volonté de résilier le marché et/ou de s'engager avec un autre opérateur économique sur le périmètre duquel les prestations ne sont ou ne peuvent plus être assurées. Le Titulaire aura dix (10) jours pour présenter ses observations.

A l'expiration de ces dix (10) jours calendaires, et dans le cas où la mise en demeure est restée sans effet, un marché de substitution pourra être conclu avec un nouvel opérateur économique. Ce marché sera notifié au Titulaire fautif.

Les conséquences onéreuses de la résiliation du marché et/ou de la réalisation du marché de substitution seront supportées par le Titulaire fautif.

9.12.2 - **Dérogations au principe d'exclusivité**

Aucun opérateur économique supplémentaire ne peut adhérer au présent accord-cadre et seul le Titulaire peut se voir attribuer des bons de commandes..

L'exclusivité est en principe garantie au(x) Titulaire(s) de l'accord-cadre. En dehors de l'hypothèse d'une défaillance du Titulaire, l'IRSN garantit au Titulaire de ne pas recourir à des tiers dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

ARTICLE 10 - ASSURANCE DE LA QUALITE

Le Titulaire doit remettre au moment de la réunion de lancement un Plan Particulier d'Assurance Qualité (« PPAQ ») ou tout autre document qui en tient lieu relatif à la réalisation des prestations du présent marché.

Le PPAQ ou tout document équivalent est soumis à l'acceptation préalable de l'IRSN.

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, l'IRSN pourra procéder à un contrôle des conditions d'exécution des prestations, et de manière générale, du respect des obligations à la charge du Titulaire. Dans le cadre d'un audit, l'IRSN devra informer le Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis minimum de dix (10) jours ouvrés. Si l'IRSN ne procède pas lui-même à l'audit, il mandatera un tiers indépendant qui sera non concurrent du Titulaire sur les prestations objet du présent accord et qui devra signer un engagement de confidentialité.

Durant l'audit, le Titulaire s'engage à collaborer en toute bonne foi avec l'IRSN ou son représentant et à lui faciliter son audit en lui procurant toutes les informations nécessaires et en répondant à ses demandes afférentes à l'audit. L'IRSN s'engage à conduire l'audit en veillant à désorganiser au minimum l'exécution des prestations du Titulaire.

A l'issue de l'audit, un exemplaire du rapport d'audit sera remis à chaque partie, qui le conservera strictement confidentiel. Dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de sa remise, les parties examineront de bonne foi ensemble, avec si nécessaire la présence des auditeurs, le rapport d'audit. Le cas échéant, ils identifieront les actions à engager par l'une ou l'autre des parties pour garantir la bonne exécution des prestations selon les niveaux de service contractuels.

Le Titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir de la réalisation de l'audit pour diminuer sa responsabilité sur ses obligations contractuelles et l'exécution des prestations préalables à l'audit, en cours ou planifiées. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le présent marché pourra être résilié de plein droit, sans aucune indemnité, aux torts du Titulaire.

ARTICLE 11 - CLAUSES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT DURABLE

11.1 - Clause environnementale

Le présent marché présente une clause environnementale..

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre des pratiques respectueuses de l'environnement dans le cadre de la maintenance des sondes d'anoxie. Les déchets produits lors des opérations de maintenance (pièces usagées, emballages, produits chimiques, etc.) devront être collectés, triés et traités conformément à la réglementation en vigueur, afin de favoriser leur recyclage ou leur valorisation.

11.2 - Clause relative à l'insertion sociale

Le présent marché ne présente pas de clause d'insertion sociale.

ARTICLE 12 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En cas de traitement de données à caractère personnel dans le cadre du présent contrat, les Parties s'engagent à respecter les obligations leur incombant en application de la réglementation en vigueur et, en particulier, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Chaque Partie est responsable des Traitements qu'elle met en œuvre seule.

Les Parties définissent, le cas échéant, de manière transparente leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences du RGPD.

Et si le Titulaire en détient à titre exceptionnel, ces données personnelles seront fournies à l'IRSN et supprimées si nécessaires à l'issu du contrat.

ARTICLE 13 - PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Le Titulaire s'engage à fournir :

- chaque année, une attestation de police d'assurance de responsabilité pour les risques pertinents ;
- tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'IRSN, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article « Résiliation » au sein du présent document.

ARTICLE 14 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Sans objet.

ARTICLE 15 - MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC

15.1 - Clauses de réexamen

En application du 1° de l'article L2194-1 et du R2194-1 du Code de la commande publique, l'IRSN se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas de modification ou d'arrêt des prestations, engendré par les conséquences de la loi du 21 mai 2024 relative à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire. Cette modification de l'accord-cadre s'effectuera alors sans autre indemnités possibles que celles des situations de préjudice avérées, chiffrées et démontrées par les titulaires.

15.2 - Changement lié au statut du Titulaire

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à l'IRSN dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du *K-bis* mentionnant ce changement.

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
- Changement de statut juridique ;
- Changement de références bancaires ;
- Changement d'adresse.

Un certificat administratif est alors établi par l'IRSN.

15.3 - Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir l'IRSN, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

L'IRSN vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justifiantes de ses capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités techniques et financières suffisantes, un avenant de transfert établi par l'IRSN est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'IRSN peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 16 - ASSURANCES

Le Titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'IRSN et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, et, par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, aux champs suivants :

Pour les pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;

Pour les pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;

Pour les vols et détérioration du matériel de l'IRSN dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Le Titulaire est ainsi responsable dans les conditions du droit commun, des dommages directs de toute nature dont lui-même, ses préposés, l'IRSN, les agents de l'IRSN, ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au sein du présent marché.

Le Titulaire renonce à tout recours contre l'IRSN pour les dommages de toute nature que le matériel, dont il est propriétaire ou locataire, pourrait subir et s'engage à obtenir une renonciation à recours identique de ses sous-traitants et des assureurs de ce matériel, sauf faute lourde ou intentionnelle de l'IRSN.

Le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'IRSN et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 17 - NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

ARTICLE 18 - RETENUE DE GARANTIE

Le Titulaire n'est pas tenu au versement de la retenue de garantie.

Toutefois, le marché peut faire l'objet d'une garantie prévue à l'article L2191-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 19 - PENALITES

19.1 - Détermination des pénalités

19.1.1 - Pénalités prix promotionnels

Une pénalité forfaitaire intervient dans le cadre du présent marché si le Titulaire applique un prix promotionnel dans ses tarifs dont il ne fait pas profiter l'IRSN. Son montant correspond au double de la différence de prix dans l'offre du Titulaire par rapport au prix promotionnel qu'il applique.

19.1.2 - Pénalités pour non remise du contrat de sous-traitance

La non-remise du contrat de sous-traitance par le Titulaire à l'IRSN voit s'appliquer une pénalité de 200 euros par jour ouvrable de retard.

19.1.3 - Pénalités pour tout retard constaté

Pour tout retard constaté, il sera appliqué une pénalité de :

- 50€ par jour ouvrable de retard pour le lot 1,
- 250€ par jour ouvrable de retard pour le lot 2.

19.2 - Cumul des pénalités

Les pénalités mentionnées ci-dessus sont cumulables dans les limites du plafonnement déterminé ci-dessous.

19.3 - Plafonnement des pénalités

Les pénalités indiquées ci-dessus sont cumulables .

Pour chaque facture portant sur des prestations sujettes à pénalités, le montant total toute pénalité confondue est plafonné à un maximum de 10% du montant de référence des prestations objet du manquement.

19.4 - Plancher des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est pas appliqué d'exonération toute pénalité confondue en-dessous d'un montant de 1000€ sur l'ensemble du marché.

19.5 - Facturation des pénalités

Les pénalités seront facturées par l'IRSN au Titulaire.

19.6 - Caractères des pénalités

Les pénalités appliquées au Titulaire ont un caractère non libératoire. Leur application ne prive pas l'IRSN de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation de la part du Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice causé à l'IRSN.

ARTICLE 20 - PRIME D'AVANCE

Le Titulaire ne bénéficie pas d'une prime d'avance.

ARTICLE 21 - RESILIATIONS

21.1 - Généralités

Pour toute mise en œuvre d'une résiliation par l'IRSN au titre du présent marché, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'IRSN informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire. La résiliation n'ouvre droit pour le Titulaire à aucune indemnité.

21.2 - Résiliations en cas d'événements extérieurs au marché

L'IRSN se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article résiliation du CCAG correspondant au marché

21.3 - Résiliations en cas d'événements liés au marché

Sauf indication contraires, les résiliations sont réalisées sans indemnités.

En cas de cession du marché

Dans le cas où le marché fait l'objet d'une cession, et que le nouveau cessionnaire du marché ne présente pas les capacités techniques et financières suffisantes, l'IRSN peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

En cas de non-respect de la clause de sauvegarde

Si l'augmentation de prix annuelle résultant de la révision est supérieure à trois pourcent (3%), l'IRSN se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité.

En cas de faute du Titulaire

L'IRSN se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article résiliation du CCAG correspondant au marché.

ARTICLE 22 - REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout différend entre les parties, né de l'application du présent marché, ne peut être invoqué comme motif justifiant l'inexécution d'une obligation.

En cas de survenue d'une difficulté d'exécution, les parties se donnent les moyens de résoudre leur différend à l'amiable.

Si le différend persiste, le litige sera porté au contentieux devant les juridictions administratives. A cette fin, et conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif du lieu d'exécution du présent marché à savoir le Tribunal administratif de Marseille.

Pour les prestations de maintenance sur site du Vésinet et Orsay le Tribunal Administratif compétent est le tribunal de Versailles.

ARTICLE 23 - LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les articles suivants dérogent au CCAG-FCS :

L'article 4 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS sur la hiérarchie des pièces contractuelles

L'article 9.1.4 du présent CCAP déroge à l'article 5.1 du CCAG-FCS en matière de confidentialité

L'article 9.8.3 du présent CCAP déroge à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS en matière d'ajournement de prestations pour le silence de l'IRSN au-delà d'un délai de quinze (15) jours vaut acceptation.

L'article 16 du CCAP déroge à l'article 9 du CCAG-FCS en matière d'extension du champ d'application des assurances obligatoires.

L'article 19.4 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS sur le montant plancher des pénalités de retard

L'article 19.5 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS sur le montant plafond des pénalités de retard

L'article 22.3 du présent CCAP déroge à l'article 41 du CCAG en matière de résiliation du marché en cas de non-respect de la clause de sauvegarde.

ANNEXE N° 1 : MODELE DE BON DE COMMANDE (AUSSI APPELE ORDRE DE SERVICE)



Etablissement public à caractère industriel et commercial

APE 7219Z - RCS Nanterre B 440 546 018

SIRET 440 546 018 00027 - TVA FR 68 440 546 018

Ordre de Service					
Référence contrat (1)		Marché			
Libellé contrat		Numéro de l'Ordre de Service (1)		34.....	
		Fournisseur			
Fournisseur					
Numéro du Tiers					
Contact		Téléphone			
E_mail		Fax			
		Demandeur IRSN			
Direction / Service					
Nom		Téléphone			
E_mail		Fax			
		Responsable technique			
Direction / Service					
Nom		Téléphone			
E_mail		Fax			
		Ordre de service			
Site					
Libellé					
Documents contractuels (spécifiques # ordre de service)		Les dispositions contractuelles du contrat référencé plus haut s'appliquent au présent ORDRE DE SERVICE, ainsi que les documents suivants (le cas échéant) :			
		Adresse de livraison			
Adresse de livraison/prestation					
Commentaire / Lieu de livraison (SITE/BATIMENT/PIECE)					
		Etapas			
N°	Prestations / Livrables	Quantité	Prix Unitaire HT	Total du Poste HT	Date de livraison
	MONTANT TOTAL H.T			EUR	

Visas IRSN	
Nom	
Date	
Signature	Visa Electronique

(1) Veuillez indiquer la Référence du Contrat et le Numéro de l'Ordre de Service sur votre facture

ANNEXE N°2 : ACCES, COORDONNEES ET MODALITES DE LIVRAISON SUR LES DIFFERENTS SITES DE L'IRSN

Fontenay-aux-Roses (Siège social)

BP 17

92262 Fontenay-aux-Roses Cedex

31, avenue de la Division Leclerc

92260 Fontenay-aux-Roses

Tél. : 01 58 35 88 88

[> Télécharger le plan d'accès général](#)

Accès par le tramway T6

Le siège de Fontenay-aux-Roses est accessible en 7 minutes par la ligne de tramway T6 depuis la station de métro Châtillon-Montrouge (ligne 13).

[> Télécharger le plan d'accès en tramway](#)

Accès par d'autres moyens de transport

Le siège est également accessible en voiture et par d'autres modes de transports. Attention, le parking est limité.

[> Télécharger le plan d'accès](#)

Dispositions d'accès sur le site

[> Télécharger le guide](#)

Cadarache

BP 3

13115 Saint-Paul-Lez-Durance Cedex

[> Télécharger le plan d'accès](#)

Informations sur les livraisons sur le site de Fontenay-aux-Roses

CEA Fontenay-aux-Roses

Réception marchandise Bât 40, 8h30 / 16h30

12 Route du Panorama

92265 Fontenay-aux-Roses

Palette EUR ou EPAL uniquement

Informations sur les livraisons sur le site de Cadarache

Livraison à effectuer auprès de la société « MAINCO »

ZI DU CASTELLET

Rue René Pellat

A l'attention de F. COUSIN - BAT. 702

13115 SAINT PAUL LEZ DURANCE

Le Vésinet

31 rue de l'écluse

BP 40035

78116 Le Vésinet Cedex

Tél. : 01 30 15 52 00

[> Télécharger le plan d'accès](#)

Informations sur les livraisons sur le site du Vésinet

CEA/SACLAY – RD 36

Réception Magasin Central

A l'attention de M. Florent DANY

IRSN/PSN-RES/SCA

Bât. 450, p. 5E

91191 GIF SUR YVETTE

Cherbourg-Octeville

BP 10

Rue Max Pol Fouchet

50130 Cherbourg-Octeville

Tél. : 02 33 01 41 00

[> Télécharger le plan d'accès](#)

Orsay

Bois des Rames (Bât.501)

91400 Orsay

Tél. : 01 69 85 58 40

[> Télécharger le plan d'accès](#)

Saclay

BP 68

91192 Gif-sur-Yvette Cedex

Tél. : 01 69 08 60 00

[> Télécharger le plan d'accès](#)

Tahiti

BP 182

98725 Vairao

Tahiti, Polynésie Française

Tél. : 00 689 54 60 17

Villeneuve lez Avignon "Site des Angles"

550, avenue de la Tramontane

BP 70295

Les Angles 30402 Villeneuve-lez-Avignon Cedex

Tél. : 04 90 26 11 00

[> Télécharger le plan](#)